

Anik Meunier et Jean-François Piché
*De l'idée à l'action, une histoire
du syndicalisme enseignant*

Québec : Presses de l'Université du Québec, 2012. 212 pages.

Félix Bouvier

Université du Québec à Trois-Rivières

Ce livre constitue un bon résumé de l'histoire du syndicalisme enseignant au Québec. La fresque qui nous est dépeinte par les auteurs retrace et résume en effet les temps forts de cette histoire depuis les années 1930 jusqu'à nos jours. D'ailleurs, la recherche iconographique offerte illustre bien les différentes étapes parcourues. La description qui nous est faite se marie aussi fort bien à l'histoire du Québec elle-même où l'évolution à tous les points de vue est impressionnante au cours de ces quelque quatre-vingts années. Depuis les débuts quasi héroïques de la pionnière Laure Gaudreault, en passant par l'influence et la très grande présence de l'Église au cours de la première génération (1936–1967), le militantisme enseignant se situe souvent à l'avant-garde des progrès sociaux depuis la Révolution tranquille. L'historien et préfacier Jacques Rouillard résume bien la situation.

La voie syndicale empruntée depuis les années 1960 a permis une amélioration substantielle des conditions de travail des enseignantes et enseignants et une participation à la mise en place du modèle québécois de société, plus juste et plus égalitaire que celui des autres sociétés qui nous entourent. Ce livre en retrace fidèlement l'épopée, au fil des événements, par l'écrit et l'image (p. XI).

Laure Gaudreault fonde en novembre 1936 un premier syndicat rural d'institutrices, une réponse à la baisse de salaire de 50 \$ décrétée cette année-là par le nouveau premier ministre Maurice Duplessis, ce qui ampute « leur déjà piteux salaire » (p. 4) qui n'est souvent que de 200 \$ annuellement. Ces deux personnages marquent d'ailleurs les années 1936–1959 de leur sceau. Madame Gaudreault ouvre la voie à un syndicalisme enseignant qui se généralise sur le territoire québécois au cours de ces années.

De son côté, Duplessis en freine les avancées avec ardeur et ténacité par différentes mesures législatives et judiciaires dont il est à la source.

Essentiellement rural et symbolisé par l'école de rang, le système scolaire québécois s'urbanise et se transforme sensiblement tout en s'uniformisant au cours des années 1960, dans la foulée des recommandations du Rapport Parent qui découlent des travaux de cette Commission. Ces années 1960 sont d'ailleurs le théâtre d'avancées significatives des conditions de travail des enseignants qui voient leurs salaires et leurs conditions générales de travail uniformisées dans l'ensemble du Québec. De leur côté, les enseignantes, grâce à l'action syndicale, font d'énormes progrès tout au long de la période étudiée dans leur quête d'égalité, ce qui est particulièrement frappant au cours des années 1960 où elles devaient encore, par exemple, démissionner ou subir un congédiement lorsqu'elles devenaient enceintes. Les institutrices feront des gains progressifs de 1968 à 1982. Ainsi, elles obtiennent le congé de maternité qui s'étend à vingt jours payés; puis, c'est au tour des instituteurs, ou enseignants, d'obtenir des congés de paternité payés de cinq jours.

Tout au long de ces huit décennies, les rôles des dirigeants du syndicalisme enseignant sont bien mis en relief. Ainsi, Léo Guindon (1942–1951), puis Léopold Garant, à partir de 1951, appuient les efforts de Laure Gaudreault jusqu'au milieu des années 1960. Par la suite, Raymond Laliberté est élu président en 1965. Il « est en faveur de la mise en place d'un système gratuit et universel d'éducation dans la foulée de la modernisation du Québec » (p. 89). Il préside à la première négociation provinciale et à l'acquisition de la sécurité d'emploi dans l'enseignement en 1969. Yvon Charbonneau saura rallier la corporation devenue centrale des enseignants du Québec (CEQ) au début des années 1970 aux principaux syndicats de travailleurs québécois (la CSN et la FTQ) dans un front commun qui fera époque, en particulier en 1972 avec l'emprisonnement des trois chefs syndicaux : Marcel Pépin, Louis Laberge et Yvon Charbonneau. Cet épisode de 1972–1973 constitue d'ailleurs à notre avis le temps fort de l'histoire des travailleurs et de la « gauche » dans toute l'histoire du Québec, de 1608 à nos jours, rien de moins. La solidarité des syndiqués de la base est alors remarquable, eux qui portent aussi, comme leurs chefs, le poids des grèves qui sauront néanmoins, à terme, être rentables. Au fait, pour les enseignants, les années 1970 sont marquées par des gains très importants au niveau des conditions de travail normatives et des salaires qui doublent entre 1972 et 1978!

Cette période faste pour le syndicalisme enseignant est stoppée par une grève très dure en 1982–1983 où les conditions de travail s'alourdissent et les salaires sont coupés. Les chefs syndicaux qui suivront, Lorraine Pagé, Monique Richard et Réjean Parent auront beau faire de leur mieux pour faire progresser les conditions de travail et pécuniaires des enseignantes et enseignants, ils ne réussiront souvent qu'à limiter leur régression relative. Certains secteurs continueront néanmoins de progresser, tels les congés parentaux, tel que mentionné, ou encore l'égalité entre les femmes et les hommes, tout particulièrement caractérisée par l'équité salariale acquise au début du vingt-et-unième siècle. Le problème avec cette équité salariale, c'est qu'elle cesse de véritablement valoriser par les salaires l'acquisition d'une scolarité accrue comme c'était le cas auparavant. Le livre ne mentionne toutefois pas cet aspect pernicieux.

De plus, on retrouve au long de l'ouvrage le résumé des faits saillants des différentes conventions collectives enseignantes pan-québécoises depuis quarante-cinq ans.

En somme, *Une histoire du syndicalisme enseignant* est une fort bonne synthèse de cet aspect du monde de l'éducation québécois. Quiconque s'intéresse à ces questions y trouvera son compte à sa lecture et pourra y référer au besoin. Il s'agit clairement là d'une belle réussite pour les auteurs, eux dont l'ouvrage a été rédigé à la suite d'une exposition tenue à l'automne 2011 à l'Économusée du fier monde, à Montréal.